



Événement

La discorde énergétique européenne

Enjeu économique et diplomatique, la question divise les pays de l'UE. Trois options se dégagent.

Par Camille LAMOTTE et Grégoire BISEAU
jeudi 16 mars 2006

à Bruxelles

Oui à une politique européenne de l'énergie commune, mais laquelle ? Voilà comment on pourrait caricaturer la situation de l'Union européenne aujourd'hui. Si les Etats membres sont globalement d'accord sur les principes d'une politique énergétique commune, définis dans le Livre vert présenté la semaine dernière par José Manuel Barroso, le président de la Commission, ils achoppent sur les modalités de leur mise en oeuvre. La lutte contre les gaz à effet de serre, l'efficacité énergétique et la sécurité d'approvisionnement, ou le développement des énergies renouvelables... définissent des objectifs, mais pas une politique. Or, en matière d'énergie, plus encore que dans d'autres domaines, les Vingt-Cinq se retrouvent sur des positions radicalement opposées. Dilemme qu'on peut résumer ainsi : faut-il oui ou non faire confiance au marché pour assurer notre sécurité énergétique, notamment vis-à-vis des Russes ? Revue des différents scénarios.

Scénario n°1

Laisser le marché se réguler tout seul

En quoi cela consiste-t-il ?

L'idée est simple. Un vrai marché concurrentiel devrait, en théorie, pouvoir permettre à la fois une meilleure efficacité énergétique, une baisse des prix et le renforcement de la sécurité des approvisionnements, notamment en provenance de Russie. En multipliant le nombre d'acteurs à côté des ex-monopoles publics (comme EDF ou GDF...), l'ambition est de faire émerger d'autres stratégies de production et d'approvisionnements.

Qui y est favorable ?

La Commission européenne a longtemps défendu cette vision très libérale du marché de l'énergie. En novembre dernier, le commissaire à l'Energie, le Letton Andris Piebalgs, avait pondu un rapport dans ce sens. Avec notamment l'idée de réduire l'importance des contrats à long terme de livraison de gaz conclus, depuis une vingtaine d'années, par les grands distributeurs européens (comme GDF) avec le producteur russe Gazprom. Objectif : permettre à des acteurs plus petits d'avoir accès à de bonnes conditions tarifaires. Mais, depuis, Bruxelles a été obligé de mettre de l'eau dans son vin.

Quelles conséquences ?

Avec la crise ukrainienne (lire page 8), l'option libérale a pris un coup dans l'aile.

«La Commission de Bruxelles s'est rendu compte que les contrats à long terme, notamment avec Gazprom, sont indispensables pour assurer la sécurité d'approvisionnement et développer les investissements», explique à Libération depuis Moscou François Loos, le ministre délégué à l'Industrie. L'obsession bruxelloise d'une plus forte concurrence a été mise en veilleuse. *«On n'évitera pas la constitution d'une dizaine de gros oligopoles de l'énergie en Europe»,* pronostique Jean-Marie Chevalier, professeur à l'université Dauphine Paris IX, spécialiste des questions énergétiques. Qui dit mastodontes dit nécessité d'une régulation.

Scénario n° 2

Créer une «Otan de l'énergie»

En quoi cela consiste-t-il ?

C'est l'option radicalement opposée au «tout-marché». Une Otan de l'énergie permettrait d'affirmer des obligations de solidarité entre pays européens en cas de pénurie ou de grave crise énergétique, comme lors de l'épisode ukrainien. Le socle d'une politique énergétique serait d'abord diplomatique avant d'être économique.

Qui y est favorable ?

Depuis plusieurs semaines, la diplomatie polonaise s'active pour vendre cette idée. Mardi, lors de la réunion des ministres européens de l'Energie à Bruxelles, elle est revenue à la charge. Sans rencontrer beaucoup de succès. La Pologne ne décolère pas contre l'Allemagne et la Russie et leur projet de gazoduc qui contournerait son pays.

Quelles conséquences ?

«Cette référence militaire à l'Otan n'a pas de sens, ce serait un retour en arrière», critique Jean-Marie Chevalier. Mais elle en dit long sur la méfiance des nouveaux pays

membres de l'Union européenne à l'encontre de la Russie... *«Il s'agit d'une question stratégique pour les anciens alliés de l'ex-Union soviétique»*, explique Andris Piebalgs. Mais, pour Bruxelles, qui dit Otan dit Etats-Unis, ce qui n'est pas de nature à conforter une approche européenne. Du coup, les Vingt-Cinq se sont unanimement rabattus sur l'espoir d'un partenariat européen *«durable et renforcé»* avec la Russie.

Scénario n° 3

Jouer seul la carte nationale

En quoi cela consiste-t-il, et qui y est favorable ?

Les 25 ministres réunis mardi à Bruxelles ont été unanimes pour... confirmer la nécessité de respecter la souveraineté des Etats en matière d'énergie. En d'autres termes, chacun peut continuer à se débrouiller dans son coin. Les propositions les plus concrètes de Bruxelles pour renforcer le marché européen - plus de solidarité dans la gestion des stocks de pétrole et de gaz, création d'un régulateur unique pour superviser les échanges transfrontaliers - sont encore loin de faire l'unanimité. En France, on se réjouit de ne pas trop toucher aux contours des ex-monopoles publics pour faire exister une vraie concurrence. Au nom du «patriotisme économique», la France et l'Espagne font le choix de champions énergétiques nationaux. Paris protège ouvertement Suez de l'OPA hostile de l'Italien Enel, Madrid bloque le rapprochement de son fleuron de l'électricité, Endesa, avec l'Allemand EON. **Quelles conséquences ?**

«Il y a désormais deux champs dans l'économie, celui qui est complètement ouvert, et d'autres secteurs (énergies, matières premières) où ressurgissent des enjeux de puissance», constate Christian Harbulot, directeur de l'Ecole de guerre économique. *«Si le nationalisme économique fait irruption dans les campagnes électorales des pays européens, l'Europe sera bloquée»*, a d'ores et déjà prévenu le ministre italien de l'Economie, Giulio Tremonti.

<http://www.libération.fr/page.php?Article=367531>

© Libération